

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F

De soutien : à partir de 10 F

Adressez le montant au C.C.F.

1890-57 RENNES, Hervé GRALL

51, rue Inkermann, BREST.

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé.LE PEUPLE
BRETON

0,60

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

LA FAIM DANS LE MONDE

(Voir notre étude page 3)

CHANTIER MILITAIRE : une solution ?

(Voir notre enquête page 4)

NOUVELLE DÉFINITION DE L'EUROPE

par Guy HÉRAUD, professeur à la faculté de droit de Strasbourg

Le mépris avec lequel l'Etat moderne traite ses minorités sera probablement sans l'avenir un sujet d'étonnement indigne. Cet élément précieux de diversité que constitue la variété des groupes ethniques est sacrifié à l'idole de la nation une et uniforme. Seuls les Etats à vocation poly-ethnique, comme la Suisse, dont l'existence même dépend du respect des communautés variées qui la composent, font exception à la règle. La France se veut française dans ses provinces bretonne, basque ou alsacienne ; l'Italie italienne dans ses dépendances slovènes, allemandes ou françaises ; l'Espagne, castillane jusqu'en Extrême, en Catalogne ou Galice. Même la Hollande ne fait pas aux Frisons tous leurs droits, ni la Grande-Bretagne aux populations galloises et gaéliques. Sous d'appréciables différences, tenant, — soit au tempérament national : libéralisme anglo-saxon, centralisme latin, rudesse germanique — soit à l'ancienneté plus ou moins grande des liens étatiques ; union quasi-légendaire de la Bretagne à la France, du Pays de Galles à l'Angleterre, annexion récente du Tyrol méridional à l'Italie, d'Eupein à la Belgique — soit au niveau démographique, économique, culturel variable des minorités ; puissance de la Catalogne en Espagne, des minorités allemandes avant guerre en Europe centrale et orientale, faiblesse sous tous rapports des Lapons, des Albanais de Calabre, des « Croates de l'Eau » du Burgenland ; les minorités ethniques ne jouissent nulle part ou presque de cette égalité complète de droits que les principes modernes de civilisation reconnaissent à tous les hommes.

Il se trouve pourtant un courant dominant d'opinion pour soutenir le contraire et affirmer, au souvenir des turbulents Sudètes de 1938 ou au spectacle du mécontentement tyrolien, que les minorités sont trop bien traitées, qu'elles ne cessent de se plaindre tout en jouissant de véritables privilèges sur le commun de la population.

Cette opinion intéressée s'explique de deux façons :

1) L'Etat — et la société internationale sous sa forme actuelle est à sa dévotion — trouve avantage à répandre l'idée de sa grande générosité toujours mal payée de retour, opposant sa conduite paternelle à l'insatiable appétit revendicatif des

minorités. Les puissances coloniales paraissent aussi de l'ingratitude des peuples assujettis. Il n'y a pas de fait qu'un régime ignominieux exploité à ses fins de domination la présence de minorités allemandes en Europe, de semblables conditions aujourd'hui ne se retrouvent pas. Il n'y a plus en Europe occidentale d'Etats impérialistes. Et ceux qui seraient tentés d'intervenir en faveur de populations de même langue à l'extérieur de leurs frontières sont la plupart du temps empêchés de le faire parce qu'ils s'offrent eux-mêmes en cible aux critiques d'autrui. Il en résulte un phénomène d'inhibition mutuelle dont pâtissent presque toutes les minorités, privées du moindre appui extérieur.

La seule volonté de ne rien faire qui puisse ébranler la solidarité occidentale joue dans le même sens. De ce fait, rien ne vient rompre la conspiration du silence, ni contester l'affirmation tranchante de l'Etat posant que chez lui « il n'y a pas de minorités ».

C'est ainsi qu'il n'y avait pas de « problème colonial » au beau temps de la colonisation ; et pourtant un simple déplacement dans l'équilibre mondial des forces a suffi à provoquer une floraison universelle de « difficultés » et de « problèmes » : les plus modestes colonies affichent leur personnalité et revendiquent l'autonomie ou l'indépendance. Les fictions s'écroulent et la vérité s'affirme ; tandis que Madère et les Açores, territoires véritablement portugais, se comportent en provinces fidèles, les « provinces lusitaniennes d'outre-mer » commencent à leur tour de secouer le joug. « Il n'y a pas de problème valdôtain », « il n'y a pas de problème basque », répètent à l'envi les gouvernements et les cercles nationalistes. Et pourtant que l'état se desserre, que les populations soient mises à même de manifester leur volonté et l'on verra surgir, comme en Algérie ou en Angola, ici aussi, des « problèmes ».

2) Dans la « bonne conscience » de l'Etat et de l'opinion publique entre une part de sincérité qui résulte de l'ignorance ou de l'analyse insuffisante des situations, Les apparences sont trompeuses. Non contents d'affirmer l'égalité des personnes, les statuts minoritaires entraînent souvent la création de services propres à la minorité, telles les écoles particulières.

Il semble ainsi que la nation ferait plus pour ses ethnies allogènes plus que pour elle-même, et que loin d'être victimes d'une discrimination, les minorités jouiraient de véritables privilèges.

Cette appréciation, très répandue, pêche radicalement. Un exemple en fera comprendre le vice. Que les Tyroliens du Sud aient leurs écoles de langue allemande financées par le budget public, cela peut apparaître comme un privilège puisqu'on déroge en leur faveur à la législation nationale commune. En vérité, ces prestations scolaires ne font que pallier très imparfaitement une discrimination fondamentale inhérente à la condition minoritaire. Sans préjudice de ce que les minoritaires contribuent par l'impôt au fonctionnement d'écoles dont ils ont bien l'usage, mais non la maîtrise, deux inégalités subsistent pour les personnes : d'une part l'obligation d'apprendre une langue qui n'est pas la leur et de subir l'éducation civique de l'Etat dominant ; d'autre part, la nécessité, pour qui désire accomplir pleinement sa vie dans la cité, d'assimiler une culture étrangère et de se denationaliser. Séparés par une frontière artificielle du gros de leur ethnie, les Tyroliens du Sud se trouvent cantonnés dans un mode provincial d'existence et ne peuvent en sortir qu'au prix d'un reniement. Tandis que l'Autrichien de Bolzano ou l'Autrichien d'Innsbruck ont la liberté d'accéder aux plus hautes fonctions nationales ou internationales en demeurant fidèles à eux-mêmes, l'Autrichien de Bozen (*), « citoyen italien », n'y parvient qu'en substituant à sa personnalité originale — au prix de quels efforts, de quels sacrifices, et de quelle intime trahison ! — une langue, une culture, une sensibilité, une personnalité étrangères ; n'est-ce pas là une atteinte grave à la dignité et à l'égalité des hommes ? Que l'on n'aille donc pas prétendre que la situation minoritaire serait surmontée par le simple octroi de quelques droits matériels spécifiques !

Notre propos n'est certes pas de stigmatiser tel ou tel autre Etat. Car le traitement des minorités dépend moins du bon ou du mauvais vouloir des nations que du jeu des lois de physique politique à base

(Suite page 4)

(*) Nom allemand de Bolzano.

" ECHOS "

JEUNES AGRICULTEURS

Le 30 avril à Châteaulin, le Cercle des Jeunes Agriculteurs du Finistère a tenu son assemblée générale. Economie au service de l'homme, condamnation nette du libéralisme économique, sauvegarde d'une planification démocratique, les Jeunes agriculteurs ne se sont pas contentés d'affirmer ces grands principes qui sont nôtres. Ils ont dénoncé la politique gouvernementale du F.A.S.A.S.A. (Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles) et de son corollaire F.A.M.P.R.A. « Il y a longtemps que nous réclamions une politique de reclassement pour les travailleurs agricoles, jeunes en particulier, obligés de quitter le rietier pour aller en ville, très souvent sans qualification professionnelle. Aujourd'hui l'A.M.P.R.A. commence à fonctionner. Mais où iront travailler ceux qui partent ? Pas en Bretagne, vu le peu d'efforts faits pour y créer des emplois nouveaux. Prenons bien garde que l'action de l'A.M.P.R.A. ne devienne une véritable politique d'exportation de main-d'œuvre, appuyée par le gouvernement. ». Ayant choisi de participer à l'élaboration du V^e Plan, ils voient bien qu'il « s'agit surtout d'une question de gros sous placés à Paris et dans l'Est de la France, difficile à déplacer vers les régions moins développées... »

PETIT PARALLELE

L'entrée de l'Espagne dans l'Europe des Six a été remise malgré l'impuissance discrète, mais réelle, de la France... Gaullisme et franquisme, Espagne et France, ces deux noms choisis certains qui résonnent que « en France, tout de même, ça n'est pas la même chose... ». Pourtant le caudillo est à la fois commandant en chef des forces armées, chef du gouvernement et chef du Mouvement national (Phalange) l'allait être l'U.N.R... Le caudillo parle beaucoup de réajuster les institutions ; on évoque la possibilité d'un référendum pour la désignation d'un chef de gouvernement parmi un nombre restreint de candidats ! Le général Franco et le général français sont décidément préoccupés par leur cession. Cessant de compter de Paris à Madrid de concurrents que don Juan d'Espagne !

Nous exagérons ? Alors écoutons la radio... Le 1^{er} mai 1964, trois pays seulement en Europe ont interdit les défilés de travailleurs dans leurs capitales : le Portugal (de Salazar), l'Espagne (de Franco) et... la France ! »

Edito

A politique du général de Gaulle à l'égard de l'Afrique, des pays dits « en voie de développement », peut apparaître aux yeux de certains comme progressiste et la gauche française, qui au pouvoir a surtout mené une politique colonialiste, se trouve gênée. Jean Daniel, partisan de l'indépendance, a écrit récemment dans le "Nouvel Observateur" que l'essentiel de cette politique était une nouvelle définition des rapports de la France avec les Etats-Unis. Le mutisme de la gauche française, le voyage de Gaston Defferre à Washington soulève les seules réponses ? Une politique progressiste envers les pays sous-développés ne peut-elle se définir face à la politique gaulliste ? Pourtant le même jour, la France, à la surprise de ses amis occidentaux, a pu voter au Conseil de Sécurité la résolution condamnant le raid britannique au Yémen et signer un accord avec le pays le plus colonialiste de la terre, le Portugal. Vendre des locomotives à Cuba est un défi au blocus économique des U.S.A., mais aucune mesure ne sera prise contre le gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Ces exemples montrent la duplicité d'une politique néo-impérialiste. Duplicité aussi, l'attitude de la droite qui pour habilement et non sans quelques raisons sur le slogan « Charité bien ordonnée commence par soi-même » pour faire miroiter l'image d'une Bretagne prospère grâce aux crédits actuellement « gaspillés » en Afrique ou à Madagascar. La droite au pouvoir, l'aide extérieure ne serait pas tellement diminuée, elle serait un peu plus liée à des impératifs politiques, au degré d'anticommunisme des régimes soutenus : l'abbé Youlou aurait eu le même « salut » que M. Mba.

Si l'on a un transfert de masses budgétaires à ce point, c'est avant tout au niveau des dépenses computationnelles : des réceptions aux chaudières à Versailles aux aménagements coûteux du château de Breagan, dernière en date des demeures pour « hôtes illustres de la France ». Au niveau du budget de l'armée et de la force de frappe, que cette dernière soit « nationale », européenne ou atlantique : plus de 600 milliards à entretenir, 2.000 milliards d'anciens francs ; pour 1965 on sait déjà que la part attribuée à la force de frappe dans le budget prévisionnel sera insuffisante... sans compter les millions de nouveaux francs cachés ici ou là sous les rubriques anodines : construction navale, recherche scientifique...

Grandeur, prestige, la propagande gaulliste est tournée résolument vers l'avenir, vers l'horizon... 1985, ignorant les réalités du présent ; — la situation de l'équipement téléphonique de la France de 1964 est celui de la Suisse de 1926, la Loire-Atlantique détenant, « dans l'Ouest », le record des demandes d'abonnements non satisfaites. — quelques millions viennent d'être débloqués pour « l'autoroute » du centre de la Bretagne. A ce rythme-là, on peut prévoir l'achèvement dans quelques années d'une réalisation promise pour... 1965 par le gouvernement... — les logements sont partout insuffisants, professeurs et instituteurs empaquetés encore longtemps dans des classes surchargées et vétustes ; mais « Ouest-France » nous annonce qu'à Landividy la plus grande centrale à béton d'Europe est en voie d'achèvement... pour construire la piste de la base aéro-navale de l'O.T.A.N. Millions ou milliards, peu importe, il ne s'agit pas de savoir où placer la virgule ; le choix est ailleurs, il faudra que le peuple breton décide s'il veut que continue cette hémorragie d'hommes et de capitaux, que continue la monarchie gaulliste, que son avenir économique et social soit entre les seules mains d'un préfet-intendant... ou s'il veut une politique de paix et d'amitié entre tous les peuples, une véritable démocratie, une assemblée bretonne.

L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE.

BULLETIN D'ADHESION
Nom : Prénom :
Adresse :
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.
Signature :
— Adresse ce bulletin (déposé ou reçu) au responsable des affaires intérieures : M. LE BÉZÉ, 5, quai Lamouroux, Rennes.
— Adresse le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à Hervé GRALL, 5, rue Inkermann, Brest, — C.P. 1390-57, Rennes.

En Bretagne... Quimper
ELDE
Atmosphère de qualité
EN VENTE DANS TOUTES LES BONNES MAISONS

VENTES - ACHATS PROPRIETES - TERRAINS COMMERCES Toutes locations Mme Pérennes 10, rue des Boucheries - QUIMPER

LA VIE DU PARTI

SECTION DE BREST

La section de Brest s'est réunie une semaine sur deux, le dimanche. Au menu : l'actualité, le journal du soir, le bulletin de la section, les comptes rendus, les décisions.

SECTION DE RENNES

Une seule réunion ce mois-ci à Rennes. Après avoir regardé les vidéos du journal du soir, les membres de la section ont discuté de l'actualité.

SECTION BICOUDENNE

La section s'est réunie le 20 avril. Il a été décidé que pour faciliter le travail du groupe dans le Cotentin, les adhésions qu'on reçoit doivent être envoyées à la section bicoudenne.

COMITE DIRECTEUR DE VANNES

Le comité directeur de l'U.D.B. s'est réuni à Vannes, le dimanche 3 mai 1964. Tous les membres étaient présents sous la présidence de M. G. Defferre.

NOTE SUR NOTRE MOTION DU N° 4

Nous lecteurs ne sont pas des étrangers de nous voir reprocher à M. Gaston Defferre son non-engagement sur la question de l'indépendance d'un territoire algérien en Lorraine-Algérie. Il faut savoir que l'Union des Bretons n'est pas un parti de gauche, mais un parti de gauche, qui se propose de promouvoir le développement économique et social de notre pays.

LA PRESSE ET L'U.D.B.

Depuis le 1er janvier 1964, nous de ce journal de l'Union Démocratique Bretonne, plusieurs organes de presse, journaliers ou hebdomadaires, ont tenté de nous dénigrer. Il nous faut donc publier les noms de ceux qui nous ont dénigrés.

SOUSCRIPTION PERMANENTE "FOUR EFFICACITE"

Cette somme est versée à la souscription, que nous avons ouverte pour le compte de cet acte. Le nom des participants doit être communiqué à J. Levesque, 5, rue de la République, Rennes.

ART. 11 - L'U.D.B DEMANDE UNE SOLIDARITE EFFICACE ENTRE TOUS LES PEUPLES.

La SOLIDARITE implique que nous nous sentions concernés, en tant que Bretons, par le problème de la faim chez n'importe quel peuple, qu'il soit chrétien, bouddhiste, musulman, athée ou marxiste. La SOLIDARITE implique la condamnation de la faim utilisée par les donateurs comme un moyen de prosélytisme religieux ou politique. Elle implique même la condamnation de l'aide unilatérale d'une nation, fermée qui permet la naissance du néo-colonialisme et la poursuite de l'aliénation du peuple « assisté ».

Tableau des contributions à la souscription permanente. Total de la liste : 265,00 F. Total des listes précédentes : 229,50 F. TOTAL : 494,50 F.

L'U.D.B ET LE PROBLEME DE LA FAIM

Depuis quelques jours, on voit partout des affiches qui demandent de l'argent pour lutter contre la faim. On voit aussi des affiches qui demandent de l'argent pour lutter contre la faim. On voit aussi des affiches qui demandent de l'argent pour lutter contre la faim.

SOLIDARITE

Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim. Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim.

EFFICACITE

Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace. Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace.

Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim. Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim.

EFFICACITE

Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace. Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace.

SOLIDARITE

Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim. Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim.

EFFICACITE

Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace. Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace.

SOLIDARITE

Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim. Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim.

EFFICACITE

Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace. Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace.

SOLIDARITE

Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim. Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim.

EFFICACITE

Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace. Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace.

SOLIDARITE

Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim. Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim.

EFFICACITE

Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace. Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace.

SOLIDARITE

Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim. Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui le problème de la faim ne peuvent être aidés que par ceux qui ont le problème de la faim.

EFFICACITE

Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace. Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater que nous ne sommes pas aidés de façon efficace.

CHANTIER MILITAIRE à LANVÉOC

Les responsables syndicaux et les élus locaux de la Presqu'île de Crozon se sont récemment solidarisés pour rappeler aux pouvoirs publics le marasme économique qui sévit actuellement dans cette région du Finistère. Il est inutile d'épiloguer comme le fait parfois la presse locale pour résumer le rapport qui existe entre la crise de la construction navale (ou fret, par exemple) et celle de la pêche artisanale : cela rappelle étrangement le jargon officiel ("crise sectorielle") à propos de Saint-Pierre ! Qu'importe la responsabilité de telle ou telle conjoncture : puisque le mal est fait, il s'agit de le résoudre. Posons le problème en termes simples : quelles sont les activités susceptibles de pallier les difficultés actuelles que connaît la presqu'île de Crozon ? Certes, le tourisme constitue une source de richesse non négligeable, encore que l'on pêche trop souvent les possibilités : nous reviendrons ultérieurement sur ce problème. Le pêcheur mais c'est la un des facteurs de la crise. D'aucuns prétendent que les chantiers de construction, tel celui de l'O.T.A.N. à Lanvéoc, offrent des possibilités d'emploi : nous allons voir justement ce qu'il faut penser d'une telle activité.

CHÔMAGE OU EMIGRATION ?

En effet la constatation la plus évidente que l'on puisse faire à propos de ce chantier, c'est qu'il recrute essentiellement de la main-d'œuvre étrangère. Il s'agit de creuser un tunnel, ce qui réclame une infrastructure technique importante (le chantier est confié à de grandes entreprises parisiennes !!!) et une main-d'œuvre peu exigeante : c'est pourquoi l'on trouve surtout des travailleurs venus d'Afrique du Nord, d'Espagne, d'Italie, du Portugal, etc. Il s'agit là d'un phénomène assez analogue à la construction des grands barrages : c'est-à-dire que les entreprises choisissent leur main-d'œuvre où bon leur semble — en l'occurrence en « importe » des Algériens, des Basques, des Portugais — de sorte qu'il reste peu d'emplois pour les travailleurs locaux. D'autre part une telle situation ne peut que s'aggraver, car la main-d'œuvre bretonne employée sur ce chantier n'aura que deux solutions lorsque l'ouvrage sera terminé : le chômage ou l'émigration.

DES ACCIDENTS !

Mais d'ici la fin des travaux bien des problèmes se posent que nous ne saurions passer sous silence. Ce sont d'abord les conditions de travail qui sont difficiles à connaître pour des raisons de secret militaire ! Nous avons réussi à interroger quelques ouvriers à ce sujet : il semble que l'une des conditions les plus pénibles soit l'humidité. Ensuite il faut mentionner les accidents — échafaudages, chutes de pierres, etc. — qui sont particulièrement nombreux, bien que l'on cherche à les éliminer le plus possible : la presse locale n'en parle pas, alors qu'elle mentionne tous les « chiens écorchés » du département. Certes les salaires sont relativement hauts (1 500 francs par mois environ pour ceux qui travaillent au tunnel y compris les primes de risques, 700 F par mois environ pour ceux qui travaillent à l'extérieur), mais les problèmes ne sont pas résolus pour autant car il y a eu des tentatives de grève ! Réaction patronale (ou militaire ?) : les syndicalistes ont été mis à la porte !

LE LOGEMENT

Ajoutons pour compléter ce tableau, les conditions de logement. Au départ, la

commune de Lanvéoc était incapable à elle seule d'assurer le logement des ouvriers et, pour certains, de leur famille. De sorte que beaucoup d'entre eux ont dû chercher ailleurs à plusieurs kilomètres : Crozon, Le Fret, Tal-ar-Groas et même Landevennec. Les prix des loyers varient entre 150 et 250 F par mois pour une ou deux pièces. Autrefois les gens de la Presqu'île aimaient beaucoup avoir des marins comme locataires : ils paient bien et ne restent pas trop longtemps ! Il semble que l'exploitation des ouvriers soit plus rentable puisqu'on cherche à mettre des marins dehors pour loger des ouvriers ! Exploitation ? Le mot n'est pas trop fort ! C'est le cas par exemple d'une famille algérienne (5 enfants) qui vit dans une seule pièce. Alléluia, c'est une famille d'Espagnols avec 6 enfants habitant deux pièces dont les anciens occupants sont "tombés tuberculeux", la mère enceinte est malade ! Là ce sont des Basques avec deux enfants dont un aveugle, dans une pièce (une baraque) très humide qui leur revient à 200 F par mois... ! On a souvent besoin d'un plus sous-développé que soi ! Certains semblent confondre l'habitat ouvrier avec le logement pour touristes.

QUELQUES EXEMPLES

Nous avons interrogé quelques ouvriers pour savoir ce qui les avait amenés à venir travailler sur ce chantier :

Celui-ci est Algérien : il est en France depuis deux ans déjà, parce qu'il n'a pas pu trouver de travail dans son pays, mais il rentrera dès qu'il pourra. Il aime bien la région, mais il souffre de l'humidité, et puis il a eu beaucoup de mal à se loger : « C'est un Algérien, n'est-ce pas ? »

Ensuite un Espagnol : là encore nous retrouvons le problème tragique du chômage en pays sous-développé. Il est venu en France avec sa famille, mais pour y rester si cela est possible... nous avons cru comprendre qu'il n'aimait pas Franco !

Quant aux travailleurs étrangers, qui dénoncent avec assez de force aux yeux de l'opinion leur sort parfois tragique... Dans un pays dont ils ne connaissent pas la langue, l'adaptation est souvent pénible, alors que pour certains le retour au pays est impossible pour des raisons politiques. Le gouvernement de Salazar considère en effet que ces travailleurs sont tellement "intoxiqués par la propagande communiste" (sic), qu'il leur interdit désormais de revenir au Portugal.

C'est enfin le tour d'un Breton, habitant la Presqu'île, qui avait jusque-là travaillé dans le bâtiment. Il est heureux d'avoir trouvé cet emploi stable pour quelque temps, mais ne sait ce qu'il va faire lorsque les travaux seront finis : il a pensé suivre l'entreprise vers un autre chantier, mais il hésite car il a toujours vécu ici, et puis il y a sa famille...

Alors, est-ce bien là une solution pour résoudre ce fameux marasme économique de la Presqu'île de Crozon ? Quand bien même l'on ferait abstraction des conséquences stratégiques de l'implantation de bases militaires en Bretagne, il reste que de tels chantiers, même s'ils apportent une activité passagère certaine, n'en sont pas moins néfastes sur le plan social et à plus long terme sur le plan économique : car ils ne font qu'aggraver les difficultés actuelles en faussant les données réelles du problème par des solutions aussi passagères qu'illusaires.

Hervé GRALL.

Entre Les Lignes

Des énergumènes ont été condamnés à quelques jours de prison pour avoir, pendant la grève des produits agricoles, arrosé de pétrole une carcasse de veau qui allait être livrée à la consommation. Et l'on agit des menaces de représailles contre une décision de justice des plus légitimes !

(Léon Huret,

Le Courrier de Paris, mars 1964.)

Voilà, amis de Pont-l'Abbé, comment on vous juge dans les milieux de la presse gaulliste inconditionnelle de Paris. Ah ! les braves gens ! Si on les laissait faire, ce n'est pas vingt jours de prison qu'aurait subi les leaders syndicalistes bretons, mais à légitimement, cent jours... au moins.

Du même « énergumène », Léon Huret, dans le même article :

Si une entreprise métallurgique n'est plus en état de figurer normalement dans l'activité française, il ne faut pas la maintenir, contre toute logique, sous prétexte

"LA MER"

COMPAGNIE D'ASSURANCES MARITIMES & TERRESTRES

43, Rue de la Marine - LE GUILVINEC

Alain CALVEZ
AGENT GENERAL

TELEPHONE 218

"ECHOS"

STABILITE... GAULLISTE !

On connaît, pour l'entendre parler que de ça à la R.T.F., l'extraordinaire stabilité qui règne sous la V^e République (sic). Tous les consommateurs sont à même de vérifier chaque jour combien leur pouvoir d'achat est stable, combien les prix des denrées sont stables. Il n'y a pas jusqu'aux fromages bien particuliers que sont les ministères et les hautes charges de l'Etat français qui ne connaissent une stabilité impensable sous la IV^e. La dernière motion du comité directeur de l'U.D.B. rappelait la volée des ministres de l'Education nationale. Autre preuve de ce que nous avançons : à la tête de la très-gaulliste radio d'Etat il n'y a pas eu, en sept ans, moins de quatre heures fonctionnaires... Quelle stabilité !

STABILISATION DANS LA BAISSE

La R.T.F. va pouvoir décerner sans conteste l'oscar de la stabilisation aux pay-

ans bretons. Grâce aux attentions efficaces de M. Pompidou, ils ont opéré une baisse généralisée sur leurs produits : baisse de 140 F (soit 50 %) par kilo de porc, les choux-fleurs sont à 20 F la tête, les pommes de terre à 5 F le sac, et ainsi de suite. Qui dit mieux ? Une question cependant : à quel prix les ménagères de nos villes trouvent-elles ces produits dans leurs épiceries ? Et pourquoi ? Pourquoi aussi, alors que les prix bretons semblent décidément « concurrentiels », comme disent les technocrates, trouve-t-on à Rennes, des tomates... des Canaries, des pommes de terre... du Maroc, des artichauts... d'Italie, etc. ?

LES FROLOS... AU CASINO

La Carnoualix va enfin recevoir les millions qui lui font défaut. Mais l'habitat rural et les zones industrielles peuvent attendre, car cet argent est destiné au casino que les bons bourgeois locaux ont décidé de construire. Voici un grand pas d'accompli vers le tourisme populaire et démocratique...

COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent. Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné.

— Comme vous le savez, je lis Le Peuple Breton que je trouve très intéressant. J'ai lu son manifeste avec lequel je suis d'accord. Vous avez écrit « primauté du travail sur le capital ». Soit. Mais n'oubliez pas que le capital n'est que du travail en conserve et que son intervention, soit capitaux privés, soit capitaux d'Etat, est toujours indigne.

— Il est bien certain que si la masse a enfin bougé, ce n'est pas grâce au M.O.B. ni à aucun des petits groupes qui se contentent de « faire de la théorie politique », mais bien grâce à l'action concrète menée par Martray. Cela tient à la fois à l'orientation de notre époque et à certaines caractéristiques du tempérament breton. Vous vous en apercevez bientôt, à travers vos propres efforts, à partir d'une action directement politique. Il faut déboucher sur la politique ; mais y conduire par d'autres méthodes. La laïcité politique n'embraye pas. Nous semons beaucoup trop concret et réaliste pour cela.

Par ailleurs, croyez-vous que nous soyons encore en régime libéral ? Il y a beau temps que la France est entrée dans un régime marxiste (sic) légèrement camouflé, dirigé par la droite, au moyen de la concentration bancaire et de l'insurrection actuelle de ses cadets de famille dans la haute administration. Chaque changement de régime ne sert qu'à renforcer un peu plus le blocage de ciment armé qui tient le centre ; les dirigeants des trusts tiennent les commandes et tous les gouvernements successifs (y compris celui de Guy Mollet) ont dû passer sous leurs fourches caudines ou se casser les dents. Il n'y a que deux moyens pour l'abattre : une révolution de type classique ; mais il faudrait qu'elle se produise à Paris pour frapper tout de suite à la tête. Il n'y a aucune chance qu'elle se produise ; l'ouvrier parisien est beaucoup trop embourgeoisé ; les syndicats savent qu'ils ne doivent pas faire l'imprudence d'ordonner une grève générale, car ils ne seraient pas suivis. Ou bien découper le terrain autour : c'est ce qui est en train de se produire. — Mlle Marie Kerluel, Paris (7^e).

— Je vous adresse ces quelques lignes pour vous féliciter du dernier numéro du Peuple Breton, qui est bien supérieur aux précédents. Les articles sont clairs et précis, suffisamment incisifs et percutants pour marquer l'opinion. Compliments, en particulier, pour le sensationnel cliché Françoise-Hitler. Je ne le connaissais pas, bien que j'aie suivi l'affaire de fort près.

Enfin, il faut noter une nette amélioration dans le style même des articles. Je ne veux citer par-

sonne, car tous les signataires ont droit aux mêmes éloges. J'ai la conviction que vous dénez la vérité dans l'action bretonne : on ne tirera rien de la droite ; les conservateurs sont incapables, par conséquent, de concevoir des réformes et de les appliquer. Ils resteront figés, tournés vers le passé, et chercheront par tous les moyens à le perpétuer. Or, le mouvement breton dans son ensemble est réactionnaire, souvent même sans le savoir. J'ai lu dans la presse d'action bretonne plus de cent articles sur l'abbé Perrot, mais je n'en ai pas lu un seul sur l'actualité d'un Parti Socialiste Breton ou sur le Marxisme appliqué à la Bretagne... Il y a trop d'abstraction dans les programmes proposés : ce qu'il faudrait, c'est du... concret, du palpable, de l'immédiat à exiger. Un exemple : on appelle la population bretonne à se battre pour le loi-programme. Or, qui, et même parmi ceux qui le préconisent, s'est donné la peine de lire les seize pages de ce document ? Pas beaucoup, certainement ! Au lieu de cela, si le mouvement breton, faisant preuve, pour une fois, d'imagination et de réalisme, avait lancé un ultimatum au gouvernement gaulliste : « Si, à la date du 1^{er} janvier 1965, le réseau à voie étroite Guingamp-Carhaix n'est pas mis à l'heure normale, les désordres graves qui s'en suivront seront à porter à la responsabilité du gouvernement ». Et, aussitôt, de mettre tout le monde dans le coup : syndicats ouvriers, paysans, étudiants, enseignants, les chambres de métiers, les syndicats d'initiative, les partis d'opposition, etc. Obliger les maires, conseillers généraux, parlementaires, tous les élus, à s'engager, par écrit, à démissionner si le projet n'est pas réalisé à la date prévue.

Cela, ce serait un travail rentable, qui nous poserait aux yeux de l'opinion, et qui prouverait que nous ne sommes pas des rêveurs, comme ce l'avance trop souvent.

Par ailleurs, pour appuyer la justesse de vos positions, il faut bien parler d'un argument sur lequel la presse bourgeoise ironise si lourdement : la « crise de l'histoire ». Qu'est-ce que ça veut dire, le monde va vers le socialisme et, pour s'en convaincre, il suffit de lire Ouest-France tous les jours. Dans tous les pays, de puissants mouvements d'émancipation populaire se font jour, qui ont pour but de promouvoir une économie dans laquelle les travailleurs assureront la gestion des entreprises. La Bretagne n'échappera pas à ce mouvement courant, et plus tôt le mouvement breton aura pris une option en ce sens, mieux ça vaudra. On sait le sort réservé aux ralliements de la 11^e heure. — Le Toquin, Rennes.

L'EUROPE...

(Suite de la page 1)

de rapports de force. A la limite aucune solution satisfaisante n'apparaît au sein du milieu international classique. Seule la société fédérale procure les conditions de libération et d'épanouissement complet de tous les groupes ethniques, grands ou petits, compacts ou dispersés.

Guy HERAUD,

Professeur à la faculté de droit de Strasbourg.

TECHNOCRATIE GAULLISTE

Les bureaux de M. Olivier Guichard ont mis un an pour... modifier le régime des « aides à la décentralisation ». La presse nous a appris qu'un régime particulier était prévu pour... la région parisienne ! Aussi particulier sont doute que le bel ange, mado in U.S.A. (600 tonnes) débarqué l'autre jour au Havre. Cette excavatrice géante doit remplacer une autre machine, gloire et merveille de la technique française, spécialement conçue pour creuser la nouvelle ligne de métro Étoile - Pont de Neuilly etc., qui ne marche pas. Côté de la plaisanterie : voir « régime particulier » de la région parisienne.